

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## MAGISTRATURE

# CONTRE LES LOIS REPRESSIVES, CONTRE LES JURIDICTIONS D'EXCEPTION !

Le vent de la contestation qui souffle depuis quelques temps dans la magistrature vient de se concrétiser à nouveau. Deux événements complémentaires d'importance viennent de se passer.

D'une part, la section de Paris du syndicat des avocats de France vient de remettre un cahier de doléances à Peyrefitte. Voici ce qu'on y trouve :

— Abrogation de la peine de mort, respect des droits de la défense, abrogation de la loi anticasseurs et de la procédure de flagrant délit, suppression de la Cour de sûreté de l'État et des tribunaux militaires, respect du droit d'asile inscrit dans la constitution, poursuite de la tradition juridique libérale française interrompue par l'extradition de Klaus Croissant, arrêt immédiat des poursuites engagées contre des magistrats syndiqués, abrogation de la circulaire sur les quartiers de haute surveillance, suppression des centres d'internement clandestin, et enfin un accès à la justice répondant au réel besoin de défense de la majorité des citoyens.

Par ailleurs, le Syndicat de la Magistrature, le syndicat des avocats de France et le syndicat CFDT des cours et tribunaux ont organisé, lundi à Marseille, une « contre-rentrée judiciaire ». Diverses autres organisations y participèrent, notamment Amnesty International, SOS Femmes battues, la Cimade. Monique Guemann était présente.

C'est bien la première fois qu'on a à la fois un tel cahier de revendications qui, s'il présente des aspects peu clairs, secondaires, remet en cause tant d'aspects de la justice bourgeoise

concernant la répression antipopulaire.

Ces réactions et cette volonté de se démarquer de l'appareil d'État bourgeois

répressif montrent une prise de conscience, limitée certes, mais réelle.

Elles sont d'autant plus importantes à un moment où le gouvernement lance

campagne sur campagne pour justifier et renforcer sa police, les jugements sommaires, les expulsions d'immigrés. C'est une affaire à suivre.



Klaus Croissant, Monique Guemann, deux victimes de la répression au sein même de l'appareil judiciaire. Klaus Croissant, lui, a été livré aux flics allemands ; depuis, il risque le « suicide ».

## L'HUMANITE ROUGE GAGNE SON PROCES A LILLE

Il aura fallu attendre près de quatre heures, ce 26 janvier, avant d'entendre le jugement rendu par la 17e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lille. Dans le procès intenté par Deldoul contre notre journal, contre « Libération », contre « Le Campin Libéré », et contre le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie,

Tous les prévenus étaient menacés de verser chacun 5 000 F de dommages et intérêts pour « diffamations et injures ». Les trois avocats de la défense devaient montrer qu'il n'y avait pas

eu d'injures et qu'on ne pouvait parler de diffamations puisque le dénommé Ali Deldoul est bel et bien un flic des services secrets tunisiens, un agent du Destour (Deldoul s'en vante et les témoins nombreux étaient là). Si c'est la réalité, où est la diffamation ? Bien sûr, on peut préférer le terme « flic » au mot « barbouze » ou le mot « agent » au terme « flic » mais les faits sont les faits.

L'avocat de Deldoul, après avoir présenté en bloc les prévenus (« Nous avons affaire à des nostalgiques de Mai 1968, semant le désordre et l'agitation ») mis la salle de fort bonne

humeur en déclarant à propos de l'Humanité rouge : « Ce journal fait de la calomnie son pain quotidien, d'ailleurs il a actuellement plusieurs procès en diffamation dont un à l'initiative de Jean-Marie Le Pen... ».

A la fin, deux des avocats de la défense devaient se dire lassés des procès lancés abusivement par Deldoul qui est devenu un habitué des prétoires.

Jugement rendu : relaxe aux dépens (Deldoul perd le procès et doit payer l'intégralité des frais).

Sur le visage de nos camarades tunisiens, présents dans la salle, se lisait une joie légitime.

Correspondant HR

## SOMMAIRE

- Page 2 : Tunisie, un calme trompeur
- Page 4 : Pézenas : bilan d'une lutte au HLM « Castelsec ».
- Page 6 : Intervention au meeting du 27 janvier J.P. Menvielle
- Page 7 : Intervention de R. Mérieux : « Développer les luttes sur le logement ».
- Page 8 : Les partis et le chômage.

## Editorial

# MITTERRAND ET MARCHAIS MINISTRES DE GISCARD ?

Ce début de semaine a été marqué par un fait important. Dans toute une série de déclarations que nous commentons page 5, Marchais et Mitterrand se sont montrés prêts à gouverner sous la présidence de Giscard « dans le respect de la constitution ». Ceci en réponse au président de la République qui envisage, quant à lui, de rester à son poste avec un gouvernement et un parlement favorables au Programme commun de la gauche.

Au fond, quoi d'étonnant à cela ? Les disputes entre la gauche et la droite sont très âpres, les attaques verbales très dures, surtout à l'approche des élections. Mais jamais, les marxistes-léninistes n'ont basé leur analyse sur ce que disaient les leaders des partis de droite ou de gauche.

Bien sûr, il existe des contradictions entre ceux qui gouvernent aujourd'hui et ceux qui risquent de gouverner demain. De même qu'il existe des contradictions entre Chirac et Barre ou entre les gaullistes et les radicaux de Servan-Schreiber.

Mais toutes ces contradictions ne doivent pas nous faire oublier une chose, fondamentale celle-là : les projets politiques des quatre grands de la politique française, le PR giscardien, le RPR gaulliste, le PS ou le PCF, comme aussi les projets des groupes plus petits qui gravitent autour d'eux, sont sur le fond des projets bourgeois.

Un projet bourgeois, c'est un projet qui ne propose pas de détruire le capitalisme, qui ne propose pas de le renverser, mais qui propose de l'aménager pour qu'il réponde mieux aux exigences du moment.

Les dernières déclarations de Marchais et Mitterrand peuvent éclairer un peu mieux encore les projets politiques de la gauche. Que veut dire « nationaliser pour redresser l'économie », « relancer la production et la consommation », « sortir le pays de la crise », en ajoutant... avec Giscard comme président de la République et dans le respect de la constitution.

Cela veut dire qu'au fur et à mesure qu'avancent les échéances du pouvoir, les dirigeants du PCF et du PS jouent cartes sur table. Ils y sont obligés. Si le Programme commun peut être appliqué dans le cadre de la constitution bourgeoise, avec Giscard l'homme des monopoles à la tête de l'État, c'est bien la confirmation que le projet du Programme commun est un projet bourgeois, tout à fait conciliable avec les intérêts des grands monopoles.

Il faut même aller plus loin que cela. Si un homme de gauche venait un jour à remplacer Giscard à la présidence, cela non plus ne changerait rien. Les ministres de gauche auraient les coudées plus franches. C'est tout.

Nul ne peut savoir au juste quel type de gouvernement nous aurons au lendemain du 19 mars. Mais aujourd'hui, une chose vient d'être confirmée : qu'il soit de gauche ou de droite, avec Giscard ou sans lui, nous n'avons, nous travailleurs, rien de bon à en attendre.

## ● Tunisie

# Un calme trompeur

Un calme apparent est revenu à Tunis, après la grève générale insurrectionnelle de jeudi dernier, mais la tension reste grande à travers tout le pays.

Ce serait en définitive près de 250 morts et un millier de blessés qui auraient été relevés après les violents incidents qui ont opposé policiers et manifestants. On est loin des 40 morts officiels reconnus par le ministre de l'Intérieur. Quant aux arrestations, elles se chiffrent déjà par centaines. Onze des douze membres de la direction de l'Union générale des travailleurs tunisiens, parmi lesquels le secrétaire général Habib Achour, seraient actuellement détenus par la police.

Le couvre-feu, décrété à Tunis et sa banlieue pour un mois, n'a pas empêché, dès vendredi, de nouvelles manifestations criant des slogans hostiles au régime. Ce calme, aussitôt rétabli, est celui imposé par la force brutale : Tunis est quadrillé par l'armée et la police en tenue de combat, les bâtiments officiels protégés par des blindés canons pointés, pendant que des hélicoptères surveillent en permanence la capitale.

Les événements de jeudi ont pris une tournure insurrectionnelle. Ils ont donné un caractère nettement politique à la grève générale, convoquée par l'UGTT, la première de l'histoire de la Tunisie. Ils ont été causés par la rencontre d'un double phénomène.

L'émergence d'une opposition politique aux 22 ans de règne de Bourguiba, y compris dans des secteurs de

la bourgeoisie tunisienne, aspirant à s'organiser et à s'exprimer, et la révolte des masses populaires tunisiennes, écrasées par la misère et le chômage, pendant qu'en face d'elle une bourgeoisie avide et corrompue étale son luxe insolent.

Il y avait beaucoup de jeunes parmi les manifestants de jeudi. 50 % de la population tunisienne est formée de jeunes de moins de 20 ans ; 70 % d'entre eux sont au chômage.

La colère des travailleurs s'était déjà manifestée au cours des grandes grèves de novembre dernier, et no-

tamment celle de la société nationale textile SOGITEX, à Ksar Ellal. Plus de mille ouvriers s'y étaient attaqués aux symboles du luxe affichés par la bourgeoisie. Pour la première fois, la troupe était intervenue contre les grévistes.

Cette opposition grandissante du régime de Bourguiba, maintenu par la répression impitoyable de tous ceux qui en dénonçaient les inégalités, les scandales et la corruption, s'était regroupée progressivement au sein de la grande centrale syndicale, pourtant, à l'origine liée au parti

unique, le Néo-Destour.

Celle-ci canalisait l'expression de tous les mécontentements, et ils sont légion dans la Tunisie de Bourguiba ! Son organe hebdomadaire « Al Chaab », tire ainsi à 65 000 exemplaires alors que le journal officiel du Néo-Destour plafonne autour de 15 000 exemplaires.

Face à cette situation, dès le mois de décembre, le gouvernement a choisi la répression. Un remaniement ministériel intervenait, favorable aux partisans de la « manière forte » contre les opposants politiques et les

ouvriers en grève.

L'ampleur de la répression qui s'est abattue sur les manifestations, pourtant pacifiques, de jeudi marque la faiblesse d'un régime de plus en plus isolé qui monte des procès-bidons pour jeter les marxistes-léninistes en prison, réplique par des balles aux grévistes qui réclament du pain.

De ce régime, le prolétariat et le peuple tunisien en ont plus qu'assez. La grève générale de jeudi n'est qu'une étape de leur combat pour l'indépendance, le terre, le pain et la liberté.

## Raffle dans les rues de Tunis



## ● Chine-CEE

Lundi se sont ouvertes les premières négociations commerciales entre la Chine et la Communauté économique européenne (CEE). Celles-ci doivent aboutir à la conclusion d'un accord commercial non préférentiel. La CEE octroiera à la Chine la clause de la nation la plus favorisée, clause qui n'a pas été accordée à l'URSS (ceci veut dire que les produits chinois seront détachés à leur entrée dans la CEE).

## ● Ethiopie

Les sociaux-impérialistes soviétiques et leurs alliés cubains ont la haute main sur l'Éthiopie.

L'URSS a fourni un milliard de dollars à l'Éthiopie, a déclaré l'ambassadeur de Somalie aux Nations Unies, M. Abdirazaq Hussein.

Selon le même ambassadeur, il y aurait entre 5 000 à 10 000 Cubains et 1 500 à 2 000 Soviétiques en Éthiopie, ce qui est considérable.

Au-delà des simples chiffres, il faut voir que les sociaux-impérialistes russes tentent de faire de l'Éthiopie une nouvelle base d'agression en Afrique, comme ils l'ont déjà fait en Angola. Mais comme en Angola, ou récemment en Somalie, le peuple éthiopien se lèvera pour chasser les nouveaux tsars de son pays. Les peuples éthiopien et somalien renforceront leur unité dans la lutte contre l'hégémonie et l'impérialisme.

## ● Palestine occupée

De violentes manifestations ont eu lieu vendredi à Naplouse pour protester contre les implantations juives en Cisjordanie.

Les troupes sionistes ont tiré des coups de feu et utilisé des gaz lacrymogènes. Deux adolescents ont été blessés et plusieurs personnes arrêtées.

Il s'agit de la manifestation la plus importante qui ait eu lieu en Cisjordanie depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Begin, en juin dernier.

Les manifestants se sont attaqués à des véhicules militaires israéliens et ont tenté d'incendier la succursale d'une banque israélienne.

Les habitants de Naplouse préparent une déclaration qu'ils comptent envoyer au conseil de sécurité de l'ONU pour protester contre les implantations juives en Cisjordanie.

## ● OUA

William Eteki M'Boumou, secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine, a lancé vendredi à Abidjan un nouvel appel en faveur de l'amplification de la lutte contre la sécheresse qui affecte les pays du Sahel.

Il a évoqué la menace de famine qui pèse sur ces pays où le déficit alimentaire peut être évalué à quelques 700 000 tonnes de céréales pour les trois ou quatre prochains mois.

Il a également souligné la nécessité d'une aide urgente aux populations menacées, et à plus long terme d'un programme de forages et d'irrigation, et de lutte contre la désertification.

## ● Thaïlande

Des combattants communistes ont cerné jeudi un poste de police thaïlandais près de la frontière laotienne, ce qui a néces-

sité l'intervention de l'aviation, avoue vendredi le quotidien de Bangkok «The World».

Le combat s'est déroulé dans la province de Phitsanulok, à 380 km au nord de Bangkok. Aucun rapport n'a encore été fourni sur le nombre des victimes.

Par ailleurs, trente combattants ont attaqué un poste vendredi près de la province cambodgienne, dans la province de Sisaket, à 420 km au nord-est de Bangkok.

Dans la province de Chantaburi, à 230 km au Sud-Est, une autre offensive populaire a fait trois blessés dans les rangs des militaires gouvernementaux.

## ● Canada

Il semble confirmé qu'un débris du «cosmos 954» rentré dans l'atmosphère mardi dernier au-dessus des territoires du Nord-Ouest a été localisé dans le grand Nord canadien.

Un communiqué émis en fin de soirée au quartier général des recherches de Namao, au nord d'Edmonton, annonce en effet que «le point d'impact de ce qui semble être un grand morceau du satellite russe a été localisé à quatorze kilomètres au nord-est d'une piste d'atterrissage à Wardens Grove (à 400 km au sud-est de Yellowknife).»

«L'impact du débris a formé un cratère noirci de deux à trois mètres de large. Le débris émet une radiation d'environ 100 millirogens par heure en haut du cratère. Le taux de radio-activité décroît rapidement et il n'y a plus de danger pour la santé à une distance de 30 mètres» ajoute le communiqué.

Celui-ci confirme pourtant que six personnes en mission d'observation de la faune sauvage pour le compte du gouvernement des territoires du Nord-Ouest dans la zone de Wardens Grove ont été

## ● Chine

### Lancement réussi d'un huitième satellite

La Chine a lancé le 26 janvier dernier son huitième satellite et l'a récupéré avec succès, a annoncé lundi l'agence officielle Chine-nouvelle.

Le satellite, a précisé l'agence, a «fonctionné normalement sur son orbite et est revenu avec succès sur terre après avoir effectué les expériences scientifiques prévues».

C'est la troisième récupération de satellite effectuée par les chercheurs chinois, après les expériences réussies de décembre 1975 et décembre 1976.

évacuées par l'aviation canadienne.

Quatre ont été transférées à Yellowknife et deux

L'agence officielle chinoise a mis l'accent sur la détermination des dirigeants chinois de hâter la modernisation de la science et la technologie, en particulier dans le domaine spatial.

Cette expérience montre que la Chine est plus que jamais décidée à «rattraper le temps perdu» et à poursuivre un programme spatial qui va de pair avec la modernisation de ses missiles et de sa défense en général, face à l'URSS en particulier.

autres qui s'étaient approchées du cratère ont été transportées à Edmonton pour observation médicale.

## Courrier des lecteurs

### Guérison par correspondance

J'ai eu un accident de mobylette sur le trajet de mon travail. Diagnostic : une vertèbre déplacée et quelques contusions.

J'ai perdu mon travail car j'étais intérimaire. Comme chacun sait, un intérimaire ça ne doit pas être malade.

Comme mon état ne nécessitait pas que je sois alité, le médecin soignant me fit un certificat de consolidation et non de guérison, précisant que « la blessure entraîne une incapacité permanente partielle ». Les grands sorciers de la sécurité sociale ayant ce certificat opérèrent un tour de

passé-passe, et m'informèrent par lettre recommandée que j'étais « guéri ».

On me convoqua même au contrôle, sans m'examiner d'ailleurs, pour me préciser que les séances de chimiothérapie que je devrais subir ne me seraient pas remboursées puisqu'elles avaient été prescrites après ma date de « guérison ». Voilà une nouvelle méthode curative pour les travailleurs : la guérison par correspondance. Puisqu'un travailleur peut tenir debout, il n'a pas besoin d'être soigné davantage.

Un lecteur de Grenoble.

### ● Grande Synthe (près de Dunkerque)

## Représentation d'« Octobre aujourd'hui »

Dimanche 22 janvier, s'est tenu à Grande Synthe une représentation d'« Octobre Aujourd'hui » par le théâtre du Printemps. Près de 40 personnes passèrent une après-midi agréable et applaudirent à la fois les idées révolutionnaires que développe la pièce, mais aussi sa forme très vivante parce qu'elle représente les scènes

de la vie réelle du peuple. Cette représentation est un succès pour les marxistes-léninistes de Dunkerque, vu que leur activité ne date que de 5 mois, et les encourage à continuer à développer les idées du PCMLF.

Correspondant HR Dunkerque

### BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (2F 50)
- Les cris de la commune (3F)
- 106e anniversaire de la Commune de Paris, manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge (5F)
- France 1977 : Les travailleurs et le logement (3F)
- La Chine reste rouge. 11e retour de Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Jacques Jurquet

### NOUVELLES BROCHURES

- Les dirigeants du PCF contre les travailleurs : quand ils sont au pouvoir (5F)
- Citroën, bague capitaliste. De la révolte à la lutte organisée (5F)
- Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances - Documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi (5F)
- Zaïre : Poursuivre fermement la lutte contre le socialisme impérialisme russe et ses laquais - Des communistes marxistes-léninistes zaïrois (5F)

### POUR LA SOUSCRIPTION

Le très beau poème sur Mao Tsé-toung intitulé « Mao Tsé-toung vit » (2F).

Commander et payer à l'APN BP 75866 Paris Cédex 18

## « LE CINEMA CHINOIS »

I/ 1905-1949

de Régis Bergeron-Alfred Eibel Editeur

Hors de Chine, pour le grand public et même pour les historiens du cinéma, le cinéma chinois reste à peu près inconnu. Ce livre constitue donc une véritable révélation. Ce premier volume tente de dégager les tendances principales du cinéma chinois avant l'époque socialiste. Il nous permet d'accueillir avec une meilleure compréhension les films chinois d'aujourd'hui.

## Ecole

### Haby menace

# IL VEUT IMPOSER LE «SOUTIEN»

Parmi les mesures de sa réforme, il en est une à laquelle Haby est particulièrement attaché : c'est le prétendu soutien aux élèves faibles. Après un trimestre d'observation, il envoie maintenant des inspecteurs vérifier son application et a fait paraître des circulaires qui visent à l'imposer malgré l'opposition de nombreux professeurs.

Le soutien aux élèves faibles est l'une des pièces maîtresses de la réforme Haby.

En quoi consiste-t-elle ? Eh bien, il s'agit de partager en groupes de niveaux différents les élèves de sixième. Ceux qui ont des difficultés auront ainsi des heures de soutien : une heure en français, une heure en maths et une en langue. En quoi cette mesure est-elle contraire à l'intérêt de la masse des élèves ?

Notre système scolaire est déjà basé sur la compétition et la sélection entre les «bons» et les «mauvais» élèves. Il est conçu de telle manière que l'école n'est pas adaptée aux élèves des couches populaires qui se retrouvent en grande proportion parmi les «mauvais» élèves. Sous couvert de «soutien», la réforme Haby vise à institutionaliser la ségrégation entre les élèves rapides, la future élite, et les élèves plus «lents» qui devront s'habituer à être «soutenus» jusqu'à leur mise au travail précoce.

### SUPPRESSION DES CLASSES DÉDOUBLÉES

Auparavant, les 6e qui dépassaient le chiffre de 25 élèves bénéficiaient de six heures de français dont trois en classes dédoublées, quatre heures de maths dont une par demi-classe, quatre heures de langues dont une par demi-classe. Ils travaillaient également par demi-classes en sciences naturelles, dessin, travaux manuels.

Ces heures permettaient de mieux prendre son temps avec les élèves, de leur apporter une aide plus person-

nelle tout en ne faisant pas de groupe de niveau de la classe.

C'est notamment cela qu'a voulu supprimer Haby dans l'intention de tout faire pour que les élèves ne puissent pas par un effort collectif, atteindre les mé-

mes connaissances indispensables. Sa réforme vise au contraire à une sélection accrue au détriment des élèves des couches populaires.

### REFUS DE NOMBREUX PROFESSEURS

Certes, le SNES, syndicat national de l'enseignement secondaire et le SNI pour le primaire, tous deux affiliés à la FEN, se sont placés sur le terrain de la réforme Haby en demandant démocratiquement davantage

d'heures de soutien, c'est à dire en fait, de ségrégation. Mais de nombreux professeurs, affiliés notamment au SGEN-CFDT ont décidé courageusement de boycotter ce soutien. Pendant les heures réservées au soutien, ils ont divisé l'effectif global de la classe par deux ou trois et ont fait tourner ces groupes sans pratiquer de sélection.

### LA MANIERE FORTE

Pour parvenir à faire passer sa réforme, Haby a décidé de menacer les professeurs de «faute professionnelle». Une circulaire du directeur des collèges récemment envoyée aux chefs d'établissements, va dans ce sens. Elle invite «ceux qui ne l'ont pas encore fait à franchir à leur tour le pas nécessaire vers la mise en œuvre effective du «soutien».

Elle considère que dans le cas contraire, cela constituerait une «faute grave, non seulement sous l'aspect administratif mais sur le plan déontologique et humain». Sans parler des menaces il s'agit donc d'une manœuvre pour dresser les parents contre les professeurs en les abusant sur le sens du soutien. Mais être obligé d'en venir là n'est-ce pas déjà pour Haby la marque d'un échec.



## Dans certains départements

# Une véritable traite des femmes mauriciennes

La politique capitaliste a conduit les campagnes à se vider. L'exode rural, véritable saignée est tel que de nombreux travailleurs de la

terre, salariés agricoles et paysans pauvres et moyens surtout, ne trouvent plus à se marier.

En effet, les jeunes et surtout les jeunes filles, ne veulent plus rester ni travailler à la campagne, les salaires ou revenus sont trop faibles, le travail trop dur.

La conséquence est que par exemple 33 % des salariés agricoles sont célibataires, et il est difficile pour un paysan de faire marcher l'exploitation sans une femme. Elle remplace un journalier, et en plus, elle fait la cuisine, le ménage, etc.

Certains notables du département du Tarn par exemple - mais il y en a d'autres - ont alors conçu d'organiser, sous prétexte de remédier au fléau, qu'est l'exode rural, une véritable traite moderne des femmes.

Justement, il y a dans l'océan Indien, une ancienne colonie française puis anglai-

se très pauvre, l'île Maurice.

En raison du chômage, les femmes n'ont pas d'autre choix que d'être bonnes à tout faire ou domestiques avec des salaires misérables, ou de se prostituer ou encore de choisir l'exil. Les notables dont nous parlons plus haut ont organisé un véritable commerce de ces femmes par l'intermédiaire de magazines locaux, de petites annonces dans les journaux, etc. Pour échapper à leur condition misérable, ces femmes se « fiancent » par correspondance à un inconnu qui n'a qu'à lui payer un billet d'aller-retour. Parmi elles, très peu reviennent. Arrivées dans le Tarn, ou ailleurs, elles troquent une situation ancienne lamentable contre une situation nouvelle finalement aussi misérable, une situation qu'elles étaient loin d'imaginer quand elles étaient dans leur pays, mais qu'elles sont à présent obligées de supporter.

## Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F



## ● Pézenas (Hérault)

# BILAN D'UNE LUTTE AUX HLM «CASTELSEC»

Les locataires des HLM « Castelsec » de Pézenas ont entamé une lutte contre l'impôt local et pour un dégrèvement de celui-ci. Ils s'opposent pour cela à la municipalité et au Trésor public. Après l'avoir demandé à l'assemblée générale, le correspondant local du « Cri » a interviewé les locataires, membres du comité de défense.

« Le Cri » : Combien de personnes sont concernées par le mouvement ? Comment y sont-elles venues ?

Les locataires : Les HLM « Castelsec » comptent 140 logements. Actuellement, 120 locataires payent l'impôt local au titre des HLM. C'est le mécontentement de la somme élevée que représente cet impôt qui a décidé un groupe de personnes à faire signer une pétition.

Après avoir posé une affichette dans chaque escalier, ils firent signer la pétition en faisant du porte-à-porte. 115 signatures ont été recueillies.

« Le Cri » : Le comité de défense ? Comment et de combien de personnes est-il formé ? Combien de fois se réunit-il ?

Les locataires : Pour continuer l'action un comité de défense fut mis sur pied à la suite d'une assemblée générale des locataires. Le comité de défense est com-

posé de quinze personnes révoquables à chaque assemblée générale. Le comité de défense est représenté par des professions différentes : travailleurs, ménagères, fonctionnaires, artisans, enseignants. Il se réunit suivant le besoin. Cette période, c'est tous les soirs qu'on se voit.

« Le Cri » : Les assemblées générales ? Combien de personnes y participent-elles ?

Les locataires : Les assemblées générales dirigent et décident du mouvement à suivre, après vote. Elles sont suivies par 50 % des locataires, toutes les réunions voient de nouveaux locataires.

Le comité de défense exécute les décisions de l'assemblée générale. Cette dernière dirige en tout le mouvement.

« Le Cri » : Qui décide ? Quelle relation entre le comité de défense et l'assemblée générale ?

Les locataires : Le comité de défense propose et l'assemblée générale décide.

Une certaine personne nous a dit qu'il y avait un meneur et qu'on l'écoutait. C'est faux, nous tenons à le dire les décisions sont prises en assemblée générale et entérinées par vote.

« Le Cri » : Quels sont les objectifs à atteindre ? Où en êtes-vous du mouvement ?

Les locataires : Nous voulons un dégrèvement de

l'impôt local et non pas 36 % d'augmentation qui nous sont appliqués cette année (170 à 180 F de plus). Après plusieurs entrevues avec la municipalité et l'inspecteur des impôts qui n'ont rien donné, nous avons envoyé une lettre de demande de dégrèvement. Ensuite, nous avons été reçu par l'inspecteur des impôts (nous avions demandé mardi 10 janvier, mais ce fut reporté au vendredi 13 janvier par l'inspecteur, dernier jour pour payer). Cette entrevue n'a rien donné, il nous a dit que s'il y avait dé-

voir la suite à donner au mouvement. De toute façon, tout le monde reste prêt à continuer.

« Le Cri » : Durcirez-vous le mouvement si vous n'avez pas satisfaction ? Comment ?

Les locataires : Comment nous durcirons l'action, nous ne pouvons pas le dire. Tout dépend du déroulement des événements. Mardi nous avons une réunion nous verrons les propositions à faire à l'assemblée générale.

après avoir exercé sur le maire la pression d'une délégation nombreuse de locataires, il a dit qu'il pouvait simplement faire une lettre à l'inspecteur des impôts et pas plus.

Élu en mars dernier, on pensait, on avait espoir qu'il nous défendrait, maintenant on est fixé. Il n'y a plus rien à attendre de ces élus, il nous ont laissés tomber. C'est à croire qu'ils nous prennent pour des enfants de chœur. Nous continuerons notre action jusqu'à satisfaction.

nous saurons employer la même tactique.

« Le Cri » : J'ai vu lors de ma venue à la dernière assemblée générale, un membre du comité de défense vous remettre en tract du PCF. J'ai pu le lire. Au dos, il y a un article vous concernant disant que la municipalité n'est pas responsable mais que c'est le gouvernement. Qu'en pensez-vous ?

Les locataires : Le tract c'est du bidon. Ils veulent détourner notre action de la municipalité. Ils ont voté les 13 % d'augmentation et ils



A Pézenas, comme au Bourget, s'organiser pour lutter et gagner.

(Sur notre photo, assemblée des locataires au Bourget en 1976)

## ● Centre de tri-Rennes

## La direction départementale licencie six vacataires

Un vacataire est un jeune embauché par contrat d'un mois, payé 120 heures par mois, soit 1 300 F. Il ne bénéficie d'aucun des avantages acquis par la lutte des postiers. C'est une main d'œuvre bon marché qu'on peut licencier quand on veut.

Par ailleurs, les vacataires n'entrent pas dans le plan général de titularisation des auxiliaires. C'est en plus une bonne façon, pour le gouvernement, de dégonfler les statistiques du chômage.

Depuis six mois que le centre de tri automatique a ouvert ses portes, le trafic n'a cessé d'augmenter, la direction départementale passant de nouveaux contrats. Beaucoup de retard s'accumula dans le tri et les conditions de travail se sont dégradées rapidement.

Les postiers exigent la réintégration des six vacai-

taires à temps complet. Non seulement la direction licencie les vacataires, mais encore elle refuse de donner les repos compensateurs de 1977 (repos au titre des heures supplémentaires) et distribue les congés au compte-goutte.

Il reste 7 000 jours de congés 1977 à prendre pour 350 personnes que compte le centre.

Les postiers ont décidé que le 1er février, les vacataires retourneraient au boulot à temps complet. Un préavis de grève couvrira la période du 6 au 12 février.

A Rennes, comme dans les autres centres de tri, le mécontentement est grand, luttons pour la réintégration des vacataires, l'augmentation des effectifs et le droit de prendre les repos compensateurs quand on veut.

Correspondant HR

grèvement, la réponse se ferait dans quelques mois. En ce moment, 58 personnes n'ont pas pu payer la totalité des impôts.

« Le Cri » : Plusieurs pourparlers et entrevues avec la municipalité et l'inspecteur n'ont rien donné. Quelle suite d'action envisagez-vous ?

Les locataires : Nous attendons pour le moment la réaction des impôts pour sa-

« Le Cri » : A Pézenas, nous avons une municipalité de gauche. Est-ce que cela a apporté un changement pour vous ? Lesquels ?

Les locataires : La municipalité est en contradiction. Un jour, le maire et certains de ses conseillers nous ont dit : « En tant que municipalité de gauche, nous n'avons pas le droit de vous laisser tomber ». Plus tard,

« Le Cri » : Quelle a été l'attitude de la municipalité, de l'inspecteur des impôts ?

Les locataires : Nous avons été reçus séchement par la municipalité, c'est le moins qu'on puisse dire. « Je ne veux pas avoir à mettre le poing sur la table », a dit le maire.

Il a essayé de nous diviser en disant qu'il voulait examiner les cas sociaux.

L'inspecteur des impôts aussi a cherché à nous diviser en disant d'envoyer une lettre individuelle de dégrèvement mais si elles étaient trop nombreuses, ils les mettraient au panier.

Au deux, nous avons répondu dans les articles précédents, ce qui a calmé surtout l'inspecteur des impôts. Si cela se reproduit,

nous en ont promis une autre pour l'année prochaine. Ils sont donc responsables.

« Le Cri » : Comptez-vous rester comme vous êtes ou vous regrouper autour d'un syndicat de locataires ? Qu'en pensez-vous ?

Les locataires : Nous comptons bien lorsque cette affaire sera passée, nous affilier à un syndicat de locataires pour régler d'autres problèmes. Ainsi, mieux organisé, nous pouvons mieux nous défendre.

A ce propos, nous espérons que les locataires des HLM de la « route de Roujan » qui doivent avoir autant de problèmes que nous s'organisent aussi.

Interview des membres du comité de défense des HLM « Castelsec », par le correspondant local du Cri.

### «LA CHINE TELLE QUE L'ONT VUE DIX SYNDICALISTES»

réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF - GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F).

En vente aux librairies :  
«Les Herbes sauvages» : 70, rue de Belleville, Paris 20<sup>e</sup> et  
«La Force du livre» 33<sup>e</sup> rue René Leynaud - 69001 Lyon.  
Par correspondance à E 100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## A propos des déclarations de Giscard

### CE QUE PERMET LA CONSTITUTION

Le fait que Giscard ait dit : « Si vous choisissez le Programme commun, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la constitution, le moyen de s'y opposer », a dû faire sursauter plus d'un gaulliste et plus d'un spécialiste de droit constitutionnel. Car, au terme de la constitution, Giscard aurait les moyens, en tant que président, de s'opposer à l'application du Programme commun, même si la majorité est à gauche, le 19 mars.

La constitution actuelle, celle de la Ve République, a été définie en deux temps par De Gaulle.

1958 et 1962

La constitution votée en 1958, lors de l'accession de De Gaulle au pouvoir, donnait déjà plus de pouvoir au président de la République que toute autre constitution antérieure, de la IIIe ou de la IVe République.

En 1962, De Gaulle, par un référendum appelait les Français à donner plus de pouvoir au président en l'élevant au suffrage universel direct, c'est-à-dire par-dessus la tête de la Chambre des députés. Ce projet fut accepté. Le Parlement perdait le pouvoir d'être le président, qui se qualifiait dès lors lui-même de représentant de tous les Français, élu au suffrage universel direct.

#### LES RECOURS DE GISCARD

Quelles sont donc les possibilités qu'a Giscard de mener la politique qu'il veut, quels sont les pouvoirs qui en font un homme fort, quelle que soit la couleur (gauche ou droite) du Parlement ?

Il a certains pouvoirs dont il décide seul : nomination du premier ministre, saisie du Conseil constitutionnel, possibilité de dissoudre le Parlement (il faut un an entre deux dissolutions), possibilité de gouverner quasiment seul s'il décide que la France est en danger et qu'il fait appel au fameux article 16 de la constitution.

Il a certains pouvoirs qui lui permettent de bloquer

l'action du gouvernement : il faut l'accord du président pour que le premier ministre prenne un certain nombre de décisions, comme le choix des ministres, la signature des décrets pris en conseil des ministres, la ratification des traités internationaux, la nomination de certains hauts fonctionnaires, la promulgation des lois.

#### CE QUE PEUT GISCARD

Il est donc clair que Giscard a des pouvoirs, en tant que président de la République, lui permettant de bloquer l'action d'un gouvernement de gauche, de paralyser le travail du Parlement.

D'un côté, il a des pouvoirs exceptionnels (dissolution de la Chambre des députés, article 16, etc.), et d'autre part il peut refuser toutes les décisions que prend le conseil des ministres sur les questions essentielles. Il est donc faux de dire que Giscard soit sans recours devant un gouvernement de gauche ou un parlement de gauche...

C'est d'ailleurs bien ainsi que De Gaulle avait envisagé les choses à l'époque : « Les rôles attribués respectivement : au président,

garant du destin de la France et de celui de la République, chargé par conséquent de graves devoirs et disposant de droits étendus ; au gouvernement, nommé par le chef de l'État, siégeant autour de lui, pour la détermination et la mise en œuvre de la

politique et dirigeant l'administration ; au Parlement, exerçant le pouvoir législatif et contrôlant l'action du ministre... », voilà comment De Gaulle classait l'ordre des responsabilités, le 31 janvier 1964, une fois l'ensemble de la constitution mis en place.

Alors candidat à la présidence, Giscard se félicitait des pouvoirs étendus du président de la République et ajoutait même : « Je suis favorable à une évolution des institutions dans un sens qui soit plus clairement présidentiel » (le 18 avril 1974 à RTL).

s'adresse à ces électeurs : si la gauche passe, vous l'aurez voulu, ne comptez pas sur moi pour vous tirer d'affaire.

Mais aussi, plus profondément, Giscard ne préparait-il pas la possibilité de rester président avec un gouvernement de gauche, puisque, dit-il, il ne peut rien y faire... De même que Mitterrand et Marchais se préparent, eux, à être ministres sous un président de droite, puisque, disent-ils, telle est la constitution.

Il ne faut jamais oublier, en effet, qu'au-delà de ce qui peut les opposer, les programmes de droite et de gauche ont sur le fond ceci de commun : ce sont des programmes de gouvernement d'un pays capitaliste. A partir de là, tout est possible.



L'image que la gauche comme la droite voudraient nous imposer : le Giscard neutre, au-dessus de la mêlée, appliquant tantôt un programme de droite quand la majorité est de droite, mais de gauche quand la majorité est de gauche... l'arbitre ! Giscard n'est, chacun le sait, que l'homme des grands monopoles.

#### CE QUE VEUT GISCARD

Quel est donc le sens de la phrase de Giscard vendredi dernier, pourquoi affirmer soudain, et contre toute évidence, qu'il n'aurait pas les moyens de s'opposer aux ministres et députés de gauche ?

Tout d'abord, pour effrayer une partie de l'électorat de droite qui serait tentée, cette fois-ci, de voter à gauche. Giscard

#### «Le respect de la constitution»

Il y a quelques années encore, Mitterrand s'élevait contre les principes gaullistes de la constitution : au Parlement le 24 avril 1964, il s'insurgeait contre le fait que la « Ve République soit passée du stade du régime parlementaire à celui d'une monarchie limitée avant de parvenir au stade d'un régime de pouvoir personnel ».

Les dirigeants du PCF se sont, eux aussi, insurgés en parole contre le « pouvoir personnel », le « pouvoir gaulliste », etc.

Or, que dit Mitterrand aujourd'hui : « Il (Giscard) ne fait qu'appliquer la constitution », il l'en félicite et est prêt à gouverner avec lui sur ces bases-là.

Et que dit Marchais, dont le discours est plus clair encore : « Nous avons voté contre la constitution. L'expérience prouve que nous avons eu raison... elle ne favorise pas la démocratie ». Mais il ajoute, dix lignes plus bas dans l'« Humanité » de lundi dernier : « Si la gauche l'emporte, il s'agira d'appliquer la constitution ».

#### RECTIFICATIF

Dans notre édition datée du 27 janvier, dans un article paru à la une, sur la venue de Hua Kuo-feng en France, une grosse coquille s'est glissée. Il fallait lire en effet : « Le premier ministre Barre a invité, en tant que premier ministre, Hua Kuo-feng... ».

#### SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE TUNISIEN

Différentes organisations tunisiennes appellent à une manifestation, le samedi après-midi 4 février, à Paris. Des précisions seront fournies dans nos prochaines éditions. Partout, autour de vous, notamment dans les syndicats, faisons connaître la lutte héroïque que mène le peuple tunisien.

## MARCHAIS ET MITTERRAND VEULENT GOUVERNER AVEC GISCARD

En réponse au discours de Giscard à Verdun-sur-le-Doubs, Mitterrand et Marchais ont affirmé : nous gouvernerons avec Giscard, nous serons ministres et lui restera président de la République. Giscard avait d'ailleurs en quelque sorte, ouvert le porte à de telles déclarations en précisant : je ne pourrais qu'appliquer le Programme commun.

« Si vous choisissez le Programme commun, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer ». Tout a commencé par cette phrase, pro-

noncée par Giscard vendredi dernier.

#### MITTERRAND : NOUS SOMMES D'ACCORD

« Il ne fait (Giscard) qu'appliquer la constitution. Je n'ai jamais pensé qu'il pourrait ne pas l'appliquer. Il n'y a pas de quoi s'émerveiller : c'est le contraire qui serait surprenant », telle fut la réaction de Mitterrand.

Mitterrand se voit très bien premier ministre avec Giscard comme président de la République, dans un gouvernement « d'unité nationale » : « Tous les soins de la gauche seront apportés à la préservation de l'unité nationale ».

La seule critique qu'il fait à Giscard, c'est de ne pas rester neutre, arbitre... Or, comme nous le confirmer la constitution, aucun chef d'État d'aucun pays n'est au-dessus des partis, arbitre ou neutre. C'est toujours l'homme d'une classe sociale.

#### MARCHAIS : QU'IL RESTE

Mais, direz-vous, on ne pouvait rien attendre de mieux du vieux social-démocrate Mitterrand. C'est juste. Voyons par contre un peu ce que dit le chef du PCF... « Mais nous ne faisons pas du départ de M. Giscard d'Estaing la condition à la

présence de ministres communistes. Si la gauche l'emporte, il s'agira d'appliquer la constitution : M. Giscard d'Estaing devra désigner dans la nouvelle majorité un premier ministre qui formera un gouvernement. Celui-ci devra comprendre des ministres communistes à égalité des droits et des devoirs avec leurs partenaires et appliquera le Programme commun ».

Cette longue citation de Marchais à l'Europe 1 ne laisse aucun doute : Marchais est d'accord lui aussi pour gouverner avec Giscard et considère qu'il sera possible d'appliquer le Programme commun dans ces conditions.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Au meeting du 27 janvier organisé par l'Humanité rouge

PTT

### «J'ai refusé de collaborer avec la hiérarchie»

Dans son intervention, le camarade Jean-Pierre Menvielle, candidat suppléant dans la 10e circonscription de Paris (Paris 11e) a expliqué à la fois la conception que la bourgeoisie a des cadres et la lutte qui a été menée contre son licenciement. Nous reproduisons ici la première partie.

J'étais inspecteur dans un centre de tri et j'ai été licencié fin novembre.

Pour la bourgeoisie, j'étais un cadre. En quoi consistait mon boulot ?

D'abord, les PTT ce ne sont pas simplement les bureaux où vous allez pour envoyer un mandat ou retirer un colis. A côté de ces bureaux (qu'on appelle bureaux de poste-guichet), il y a ce qu'on appelle des centres de tri, où justement, est amené le courrier des différents bureaux mixtes, des boîtes aux lettres et où il est trié pour qu'il puisse être acheminé à l'adresse indiquée sur la lettre soit par train, soit par avion.

Un centre de tri, en général, c'est une grosse boîte. Ainsi, l'effectif du PLM est d'environ 2 000 travailleurs, divisés en brigades d'environ 200, et les brigades en section. La boîte tourne du premier de l'An à la St-Sylvestre, jour et nuit. Celui qui commande la brigade, c'est l'inspecteur central et pour la section, c'est l'inspecteur.

En quoi consistait mon travail au PLM ? Vous allez sans doute rire quand vous verrez ce qu'il y a sous le terme pompeux de «cadre» !

Mon boulot consistait à faire la feuille de présence, c'est à dire écrire une trentaine de noms sur un papier, répondre à quelques procès verbaux. Il y en a de

plusieurs sortes : c'est soit des sanctions qui entraînent diverses conséquences pour les gars, c'est aussi la réclamation que vous faites dans un bureau si un colis ne vous parvient pas, et nous, on est chargé de dire quel a été son itinéraire théorique (Le procès verbal n'a pas d'aspect disciplinaire). Il faut aussi répartir les gars sur les différentes positions de travail. Bref, cela prend environ une heure et à la fin des huit heures, il faut dire combien il reste encore de lettres à trier.

Et entre-temps, c'est à dire pendant la quasi-totalité de la vacation, le seul boulot demandé, si on peut appeler cela un boulot, c'est de faire respecter la discipline capitaliste du travail : c'est à dire d'exiger le respect des horaires, du rendement, du temps de pause, etc.

Le boulot principal du chef en salle, est de faire de la présence, et d'avoir un comportement tel que les travailleurs aient l'impression que le chef surgisse à chaque instant, vous voyez ce que je veux dire.

Evidemment au début, la hiérarchie croyant que mon refus de faire le garde-chiourme (...) était dû à mon inexpérience, elle n'hésite pas à me dire de lui signaler «les mauvais éléments». Au début même, pour plusieurs jeunes inspecteurs, le direc-



teur régional des PTT, le dénommé Malgloire, ex-CFDT (qui nous avait dit texto qu'il avait mis sa carte CFDT au frigo), avait organisé ce qu'il avait baptisé «une semaine de relations humaines», c'est à dire que pendant trois jours, on a eu droit de la part d'un haut fonctionnaire, à des conférences, dont le but était de nous donner une formation de garde-chiourme, mais dans le vent, car les gardes-chiourmes vieux style sont trop discrédités chez les travailleurs. De l'avis de cet individu, les Antillais seraient nonchalants et cela serait dû au fait qu'il leur manque bien quelques globules dans le sang... ou encore, qu'il est excellent que les chefs se syndiquent car cela, dans l'esprit du directeur régional, tend à tempérer l'ardeur des jeunes qui arrivent dans les centres de tri...

Evidemment, il est très mal vu que le chef participe au travail sauf si bien sûr, c'est pour faire de la démagogie, pour se donner une image «sympa», afin de mieux faire passer les mesures de la direction.

Ce qu'attend l'administration d'un inspecteur, dans un centre de tri, c'est qu'il fasse le flic. La gauche bien représentée dans cette catégorie de la société, pour elle il peut y avoir de bons chefs, c'est à dire qui s'efforcent d'avoir une bonne réputation

auprès des travailleurs avec des paroles démagogiques, mais qui en fait, appliquent la discipline capitaliste du travail et qui n'hésitent pas à faire des rapports par derrière (Ce dont nous avons eu la preuve lors de mon licenciement).

Pour ma part, j'ai refusé de collaborer en quoi que ce soit avec la hiérarchie, j'ai voulu me placer délibérément sur les positions des travailleurs. Très rapidement pressions, intimidations et sanctions, ont commencé.

Et la situation était d'autant plus complexe que dans la section où j'étais (et au PLM en général) les révisionnistes étaient forts, et en particulier plusieurs inspecteurs et inspecteurs centraux sont au PC. Si pour l'administration mon attitude ne convenait pas, pour eux non plus, elle n'allait pas, car quand on veut gérer le système capitaliste il faut toujours des chefs qui fassent les flics... et ils se doutaient aussi que j'étais marxiste-léniniste.

Ils ont fait courir des calomnies : ils s'appuyaient sur des idées réactionnaires dans le style «Un chef ne doit pas bossers», ou encore «Il est payé pour faire le chef, il n'a qu'à le faire» ; bref tout leur était bon pour essayer et de m'isoler des gars et de me faire aligner par l'administration (...)

## • Corbeil

### Les partis bourgeois et la jeunesse

La camarade Isabelle Millerand, candidate suppléante dans la première circonscription de l'Essonne (Corbeil-Brunoy) est présidente d'une association de jeunes d'un quartier populaire de Corbeil (Voir HR No 816). Après avoir parlé des conditions faites à la jeunesse et des luttes dans les entreprises, elle explique, faits à l'appui, quelle est l'attitude de la bourgeoisie.

La droite et la gauche ne sont plus divisées quand il s'agit d'exercer la répression contre les jeunes.

Des preuves, en voilà deux exemples parmi des centaines :

— C'est l'ex-député de droite, le député Boscher, qui se prononce pour des châtiements corporels, en plus des gardes à vue et de l'incarcération.

— Ce sont les flics bien connus du commissariat de Corbeil qui ont torturé quatre jeunes immigrés avec des décharges électriques et en les sodomisant avec une bouteille. C'est Serge Dassault qui prend leur défense, vu les dénonciations faites par le Parti communiste marxiste-léniniste de France, en disant qu'il s'agit d'honorables citoyens et d'honorables pères de famille !

C'est aussi la gauche, avec chez nous le maire-député Combrisson, et la 1ère adjointe, Aline Marti, tous les deux au

PCF, qui font lettre sur lettre au ministère de l'Intérieur, à la préfecture, qui appellent la population à les soutenir pour demander le maintien du commissariat de Corbeil et le renforcement de ses effectifs. C'est peut-être comme ça qu'ils pensent résoudre le chômage ! C'est aussi leur manière à eux, bien spéciale à vrai dire, de lutter contre les flics qui torturent.

Sans arrêt, les flics interpellent, convoquent les jeunes pour contrôle d'identité.

Ils perquisitionnent sans mandat, comme dans cette famille immigrée, où ils ont forcé la porte alors qu'une petite gamine était seule à l'intérieur. La mère rentre et se révolte du saccage que les flics ont fait chez elle, ils lui répondent : « Si tu n'es pas contente, tu n'as qu'à te faire rembourser aux assurances, Abou-delah. »



Si parfois les jeunes jouent à la gue-guerre avec les flics, ils savent surtout s'organiser pour lutter pied à pied contre la répression et le fascisme.

Ce sont les jeunes qui ont donné l'exemple de luttes antifascistes, en se rassemblant contre les tortures du commissariat de Corbeil.

Aux cris de « A bas le fascisme, à bas le racisme », ils ont manifesté contre un patron de café raciste et militant du SAC (organisation para-militaire et fasciste). C'est eux, avec à leurs côtés les communistes marxistes-léninistes, qui ont boycotté un meeting de Dassault en criant : « C'est eux qui nous assassinent » et en chantant l'Internationale.

Chez nous à Corbeil, nous nous rendons compte du potentiel de lutte et de l'exemplarité de la lutte des jeunes (...)

C'est vrai, il y a une MJC, mais complètement décentrée par rapport aux

zones de logement des jeunes et surtout elle est à côté de la plaque (poterie, poésie moderniste...) bref, des activités imposées aux jeunes. C'est vrai, il y a un centre culturel de marbre et de cristal ou personne n va. Tout cela, c'est de la politique de prestige !

Alors que des millions ont été déboursés pour alimenter ces passoirs culturelles, les jeunes de Montconse (autre cité) ont vu, il y a cinq ans, de bulldozers de la mairie qui venaient raser leur misérable petit local en préfabriqué.

La mobilisation a été forte, si forte que la mairie a envoyé les CRS aux jeunes. Cela a été une lutte dure, mais les jeunes n'ont pas gagné. C'est pourquoi, tirer les leçons de cette expérience, ils se sont regroupés en association de jeunes. Au Tarterets, les jeunes ont construit les associations de leurs mains, les décisions sont prises par eux...

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Développer les luttons sur le logement

Le camarade Roland MERIEUX, candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans les 2e et 3e arrondissements de Paris, a exposé les problèmes du logement à Paris. Nous reproduisons presque intégralement son intervention.

(...) Pour abattre la bourgeoisie, il faut la combattre dans tous les domaines. Et si le principal champ de bataille est dans les entreprises, la question du logement est aussi un terrain de lutte très important. Les communistes doivent y être présents, avec les masses avec les travailleurs. Depuis les années 60, la bourgeoisie a trouvé des moyens pour camoufler la crise du logement, mais cette crise existe toujours, camarades, et ce n'est pas le logement soi-disant social du PCF qui peut la résoudre. La crise du logement c'est une conséquence du capitalisme, c'est à dire de la spéculation, des bas salaires, du chômage, de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Depuis Haussmann, ce baron du 19e siècle, qui fit percer des avenues larges et rectilignes pour mieux réprimer les manifestations de rue, jusqu'à aujourd'hui, les solutions de la bourgeoisie n'ont pas changé. Les travailleurs sont déplacés d'un endroit à l'autre, d'un quartier à l'autre, en fonction des profits que cela peut faire rapporter. Pour expulser les gens les choses se passent en trois étapes.

Première opération, on décrète qu'il vivent dans des taudis, et on fait tout pour que leurs logements deviennent vraiment des taudis ; deuxième opération : on chasse les habitants par la force ; troisième opération : on rénove et on fait une bonne affaire. Rien de neuf, ni de compliqué là-dedans. Et en plus, les bourgeois y vont de leurs grands discours sur l'amélioration de l'habitat, sur le progrès social, sur la qualité de la vie. Mais ils se foutent de nous, camarades, ils se foutent de nous !

### De quel côté est le PCF ?

Et le parti soi-disant communiste, de quel côté est-il ? Ce parti qui vit sur sa réputation de défenseur des droits des habitants, a bien changé de camp. Son logement « social » ne trouble en rien le jeu du capital. Au contraire, il lui vient en aide.

Prenons un exemple. Une société immobilière de rénovation, la SOREMA, fait faillite. Le PCF court à sa rescousse, le candidat révisionniste sur notre quartier, le dénommé Quin, membre de son conseil d'administration en tant que conseiller municipal du 2e, 3e, lui propose aussitôt une solution. Il écrit à peu près ça, je cite, « ne faites pas trop de construction de grand standing, ça ne se vend pas. Faites un

peu moins cher et en plus grande quantité, ça rapporte plus en fin de compte. Voyez nos HLM de banlieue, ça marche très bien ! »

Et ce soi-disant communiste en profite pour se proclamer meilleur gestionnaire que les autres. Des affaires du capital bien sûr.

### « On reste et on occupe ! »

Dans le Marais, le PCF a aussi joué la carte du taudis, il a dit aux habitants : « Regardez ! Vous vivez dans l'insalubrité. Solution : partir sagement dans une banlieue révisionniste ou bien payer le même logement dix fois plus cher, mais avec le confort dit moderne et les poutres apparentes. Mais les habitants du Marais, comme ceux de plusieurs quartiers de Paris, ne se sont pas laissés faire aussi facilement. Ils ont dit : « On reste et on occupe ! » Et le fameux confort moderne, on n'a pas besoin de vous pour l'avoir. « Ils ont rejeté la ligne du PCF ». Prenons un autre exemple, la question du logement des immigrés. C'est une question importante puisque 600 000 immigrés habitent dans Paris, et dans les pires conditions. Le PCF s'intéresse bien sûr à cette question et l'un de ses députés Fiszbin écrit dans son livre « Paris, déclin ou renaissance », les choses suivantes : « Une densité tout à fait exceptionnelle d'étrangers à Paris pose de graves problèmes pour eux comme pour les Parisiens ». Pour ce dirigeant du PC, les étrangers ne sont donc pas des Parisiens, il ajoute également : « Dans le 2e-3e arrondissement, le pourcentage est de 35 % d'enfants étrangers dans les écoles maternelles. Qui oserait prétendre que les conditions d'enseignement en résultant sont satisfaisantes pour les petits immigrés comme pour les petits Français ! » Conclusion, dehors les immigrés ! De toutes façons, ils ne votent pas. Eh, oui, camarades ! Que ce soit le Pen, Stoléru ou Fiszbin, c'est toujours la même classe, le même racisme !

### Le logement social du PCF

Si le logement de standing rapporte de gros profits, tout en étant inoccupé dans 35 % des cas, le logement social est aussi très intéressant pour la bourgeoisie, en particulier pour le PCF. Mais qu'est-ce que ce logement « social » dont le PCF nous rebat les oreilles ?

C'est principalement la construction et la gestion des cités HLM. Ce qui veut dire pour le PCF faire travailler ses techni-



Occupation à Paris d'un logement vide.

ciens, ses spécialistes, toute une partie de la nouvelle bourgeoisie dont il est le représentant. Et construire du logement auquel plus de 30 % du peuple ne peut accéder, car les HLM c'est encore trop cher.

Pour les vieux travailleurs, les immigrés, le prolétariat le plus exploité, il ne reste que les foyers casernes, des foyers qui méritent bien leur nom puisque comme à Saint-Denis, par exemple, ils sont installés dans des baraques en tôle abandonnées par l'armée, et toujours bien sûr, gérées par la municipalité PCF. Il y a aussi les cités d'urgence ou de transit où l'on reste des années. Ce sont les nouveaux bidonvilles, plus discrets que les anciens, mais toujours aussi inhumains.

Pendant ce temps-là, le PCF tient en main la population qui souvent doit attendre de la municipalité l'attribution d'un logement. Et attention à ceux qui bougent, les saisies, les expulsions ce n'est pas réservé aux municipalités de droite ! On en a eu plusieurs exemples ces derniers temps dans la banlieue parisienne.

### Le langage du PCF quand il était un parti communiste

Pourtant, avant sa trahison, le PCF tenait un autre langage et avait d'autres objectifs. En 1925, il écrivait : « Petits propriétaires ou locataires, ouvriers ou paysans, employés ou techniciens, par le seul fait que vous êtes des travailleurs qui ne vivez point du travail des autres, vous êtes condamnés à demeurer toujours et dans tous les domaines, les « mal-lotés » du régime bourgeois... Groupez-vous, défendez vos intérêts locaux... mais n'oubliez pas que votre situation est liée à celle de tous les autres exploités et que votre place est avec le prolétariat dans sa lutte pour libérer le monde de tous les parasites. »

En 1946, le dirigeant communiste André Marty disait ceci : « En ce qui concerne le logement, nous sommes certains que, pour aboutir les locataires agiront, car la grande force qui surmonte tous les obstacles, c'est l'unité dans l'action... Comme en 1934-1936, ils constitueront des comités de maison et des comités de quartiers. »

### Développer les luttons du logement

Aujourd'hui, dans le Programme commun il est écrit : « La participation démocratique des citoyens sera assurée par la

consultation régulière des associations représentatives de toutes les catégories d'habitants et d'usagers, y compris les étrangers dans des conditions à définir. »

Les travailleurs et les habitants n'attendent pas qu'on les consulte ou que les bonzes syndicaux, qui dirigent la confédération nationale des locataires, viennent les représenter. Partout, ils s'organisent et ils luttent en comptant sur leurs propres forces ! Et il faut saluer ici le magnifique combat des résidents des foyers Sonacotra, qui dure depuis maintenant quatre ans.

Oui, camarades, Sonacotra cèdera !

Dans les pays capitalistes, les luttes sur le logement se développent. A Paris, comme à Rome, à Amsterdam comme à Milan de même qu'au Canada, la logique du profit est combattue. Contre les rénovations-expulsions-spéculation et le pseudo-logement social, il faut occuper, réquisitionner les logements vides, comme le fit la Commune de Paris qui suspendit les loyers dès sa proclamation.

Nous devons soutenir ces luttes et y participer activement, développer la solidarité sur les luttes du logement.

Le problème pour nous ne consiste pas à trouver une nouvelle solution à la crise du logement par on ne sait quel progrès technique ou par une meilleure gestion.

Il faut lutter ici et maintenant pour préserver les avantages acquis et les droits juridiques qu'il peut y avoir dans la loi de 1948, le blocage des loyers par exemple.

Il faut lutter pour la baisse des loyers et la facilité de trouver un logement. Il faut lutter pour le maintien dans les lieux de ceux qu'on veut expulser.

Le bon cadre de vie, comme dit la bourgeoisie, il ne s'élaborera jamais dans les conseils d'administration des bourgeois de droite ou de gauche ; seul le pouvoir des travailleurs et du peuple, seul le socialisme pourra le créer.

Mais dès aujourd'hui, nous, marxistes-léninistes, disons à tous les mal-logés ce que nous disons aussi à toute la classe ouvrière : « Unité à la base et dans l'action », « Tous ensemble et en même temps ». Les marxistes-léninistes doivent impulser les luttes sur le front du logement, ils doivent organiser les locataires. Contre la spéculation, la déportation et la rénovation, contre les solutions bourgeoises du PCF, nous disons aux travailleurs de Paris : « Organisez-vous dans des comités d'habitants, soutenez les marxistes-léninistes qui, chaque jour, à vos côtés, mènent une lutte acharnée contre tous les vautours capitalistes, de droite comme de gauche ! » (...)

(NDLR : les intertitres sont de la rédaction)

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## LES PARTIS ET LE CHOMAGE (2)

Le chômage est un produit inévitable du système capitaliste. Ce chômage permanent prend des proportions considérables en période de crise. Il atteint aujourd'hui un taux jamais connu depuis la guerre, provoquant la misère pour ceux qui en sont victimes et une exploitation accrue pour les travailleurs qui continuent à vendre leur force de travail aux capitalistes.

La misère des chômeurs, qui pousse certains d'entre eux au déses-

poir, constitue une condamnation sans appel du capitalisme. C'est la responsabilité du système capitaliste lui-même que les partis bourgeois, s'emploient à camoufler. Pour les partis de la majorité dont Giscard est le porte-parole cynique, il s'agirait d'une maladie dont le virus est venu de l'extérieur. L'opposition dite de gauche quant à elle, parle de mauvaise gestion de ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir et spéculent sur la colère des travailleurs pour arracher une victoire électorale.

### LES PARTIS DE GAUCHE ET LE CHOMAGE

Mettre le chômage et son extension sur le compte d'une mauvaise gestion de Giscard-Barre, voilà la supercherie à laquelle se livrent le PS et le PCF.

S'il y a du chômage, ce n'est pas parce que le gouvernement est réactionnaire (ce dont nul ne doute), mais parce que nous sommes dans un système capitaliste, système capitaliste nullement remis en cause par le Programme commun, qu'il s'agisse de la version du PS ou de celle du PCF. Nous pouvons faire confiance aux hommes du PS, qui connaissent les dures exigences de la gestion capitaliste, pour que, s'ils étaient au pouvoir, les cho-

ses continuent comme aujourd'hui. Ni Attali, ni Rocard ne nous démentiront et leur gestion municipale, dès aujourd'hui, nous en donne la confirmation. Quant aux mesures qu'ils préconisent pour préserver l'emploi, elles se résument à une chose : des primes pour les capitalistes. Primes à l'investissement, contrat emploi-formation pour les jeunes (on connaît déjà), exonération d'impôts pour les sociétés, etc. Bref, utilisation des fonds publics pour « aider » les capitalistes. Ces méthodes, utilisées depuis longtemps pour « aider » la sidérurgie, ont donné toute satisfaction aux capitalistes, quant

aux sidérurgistes lorrains, ils sont chômeurs aujourd'hui.

Le projet de capitalisme d'État du PCF, lui, ne fera que renforcer la monopolisation, et donc le chômage. En effet, la nationalisation ne lui est d'aucun remède. C'est ainsi que la SNCF, modèle de productivité, a augmenté son trafic de 42 % depuis 1946, en même temps qu'elle supprimait 210 000 emplois. De même les nationalisations, dans l'aéronautique, se sont accompagnées de licenciements en masse. Leur proposition de nationalisation de l'intérim, entendez son contrôle par l'ANPE, en

dit la sur la volonté qu'ils auraient d'éliminer cette forme camouflée du chômage.

D'ailleurs, l'exemple que les révisionnistes fournissent dans la gestion de leurs entreprises de presse est édifiant : emploi d'intérimaires à l'« Humanité », licenciements chez Vaillant, etc.

Bref, PS et PCF, candidats à la gestion capitaliste, ne changeraient rien quant au chômage. Et leur remarquable discrétion sur cette question n'est pas le fait du hasard, quand par ailleurs ils n'hésitent pas à promettre la lune.

### LA POSITION DES MARXISTES—LENINISTES SUR LE CHOMAGE

Les marxistes-léninistes disent nettement : seule la destruction du système capitaliste et l'instauration du socialisme permettront d'en finir avec le chômage. En effet, les hommes ont non seulement une bouche pour manger, mais aussi une paire de bras pour travailler. Lorsqu'on aura mis fin à l'appropriation par les capitalistes des fruits du travail, le jour où le peuple travailleur aura son destin en main, alors enfin le travail de tous permettra de créer des richesses toujours plus grandes pour satisfaire les besoins des masses.

Ainsi les marxistes-léninistes lient les luttes indispensables et immédiates contre le chômage à celle, décisive, pour en finir avec le capitalisme.

Seule, cette orientation permet de s'opposer efficacement aux attaques des exploités. Quelles sont ces luttes immédiates ?

#### NON A TOUT LICENCIEMENT

Les capitalistes invoquent les difficultés du marché, la concurrence, la nécessité de réduire la production pour justifier les licenciements massifs et les fermetures d'entreprises. Cette logique est celle du profit maximum. Les travailleurs ne peuvent l'accepter. Voilà pourquoi les marxistes-léninistes soutiennent, encouragent et organisent la lutte contre tous les licenciements. Dans cette lutte, ils combattent les mots d'ordre de division tel le fameux « mieux vaut cent licenciements que deux cents », lancé par Ségué. Ils ap-

pellent les travailleurs à rejeter les fausses solutions préconisées par les révisionnistes et les réformistes.

En effet, les revendications de nationalisations, de nouvelle politique industrielle ou de comités paritaires de l'emploi non seulement ne permettent pas de supprimer le chômage, mais dès aujourd'hui elles conduisent les luttes contre les licenciements dans l'impasse. Seule la voie de la lutte résolue permet de mettre en échec les licenciements.

Occuper les usines, bloquer les stocks, utiliser toutes les possibilités légales ou « illégales » pour imposer un rapport de force favorable : il n'y a pas d'autre moyen de gagner.

#### VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

L'extension du chômage transforme des régions entières, déjà victimes de sous-industrialisation, en véritables déserts économiques. Le mot d'ordre des petits paysans ruinés, condamnés à l'exode devient celui des travailleurs menacés par les licenciements. « Nous voulons vivre, travailler et lutter au pays », c'est le mot d'ordre dans la lutte contre le chômage et la déportation.

#### A BAS LES MESURES STOLÉRU, NON AUX EXPULSIONS

La bourgeoisie capitaliste spéculant sur la misère des chômeurs s'est lancée dans une campagne raciste de divi-



sion de la classe ouvrière, elle tente de présenter les travailleurs immigrés, nos frères de classe, comme les responsables du chômage. Après avoir organisé l'immigration et soumis les travailleurs immigrés à une oppression et une exploitation effrénée, les capitalistes veulent aujourd'hui se débarrasser de bras qui leur sont devenus inutiles. Les mesures Stoléru qui visent à l'expulsion en masse des travailleurs immigrés au mépris de tout principe d'humanité, sont une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes appellent les travailleurs français et immigrés à lutter au coude à coude contre les expulsions, contre le racisme et la division.

#### CHOMEURS, ORGANISEZ-VOUS !

Non contents de jeter les travailleurs sur le pavé, les capitalistes s'attaquent ouvertement aux chômeurs qu'ils présentent comme des fainéants, et des profiteurs. Campagne contre les « faux chômeurs », campagne contre le travail au noir, etc.

Durement touchés dans leurs condi-

tions d'existence et atteints dans leur dignité même, certains chômeurs sont acculés au désespoir.

Les suicides sont nombreux. Isolé, le chômeur est une victime ; organisé, il devient une force. Une force qui peut dans l'unité avec les travailleurs actifs arracher la satisfaction de leurs revendications, organiser l'entraide. Dans les syndicats, dans les comités de chômeurs, travailleurs au chômage, organisez-vous !

Dans ces luttes, les travailleurs renforcent leur unité de classe contre les exploités capitalistes.

Dans ces luttes d'aujourd'hui, se préparent le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme qui seul peut garantir le droit au travail pour tous.

- Pas un seul licenciement, du travail pour tous !
- Chômeurs, actifs, tous unis !
- Français et Immigrés une seule classe ouvrière !
- A bas le racisme, non aux expulsions !
- Vivre, travailler et lutter au pays !
- Le responsable du chômage, c'est le capitalisme.